



BUREAU DE VAL DE BERRY

Séance du Mercredi 4 Septembre 2024 à 10 H

L'an DEUX MIL VINGT QUATRE, le Mercredi 4 Septembre à 10 Heures, s'est réuni en présentiel, au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Bureau de Val de Berry.

ETAIENT PRESENTS :

Emmanuel RIOTTE	Président – Vice-Président du Conseil Départemental Maire de St-Amand-Montrond
François DESCHAMPS	Membre – Président Entraide Berruyère Secrétaire de Séance
Denise DURANTON	Membre – Représentant des locataires (CNL)
Thierry CHATELIN	Membre

ETAIENT EXCUSES :

Bernadette GOIN	Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo – Maire de Berry-Bouy Pouvoir à Emmanuel RIOTTE
Christine CHEZE-DHO	Membre – Adjointe au Maire de Bourges Conseillère Communautaire Pouvoir à Thierry CHATELIN

ETAIT ABSENT :

Fabrice CHOLLET	Membre – Conseiller Départemental
-----------------	-----------------------------------

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

Benoît LEMAIGRE	Directeur Général
Emilie LARAINÉ	Directrice des Affaires Juridiques et Commandes Publiques
Olivier SCHUBNEL	Directeur Technique et Développement
Nadège BEDU	Assistante du Directeur Général

.....
La séance est levée à 11 H 00.

BUREAU DE VAL DE BERRY

=====

Séance du Mercredi 4 Septembre 2024 à 10 H

=====

XII - AUTORISATION - BOURGES – PENSION DE FAMILLE ACSC - VERNUSSE

Par délibération du 9 juin 2021, le Bureau a autorisé le lancement des études de projet pour la réalisation de la pension de famille situé rue de la Vernusse à Bourges.

Par délibération du 14 décembre 2022, le Conseil d'Administration a acté le choix de TCA et BP Architecte et a autorisé le lancement de l'appel d'offres travaux.

Le maître d'œuvre a réalisé le dossier PRO.

La commune de Bourges a délivré l'arrêté du permis de construire le 9 juillet 2024 intégrant des prescriptions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Centre Val de Loire.

Une opération de diagnostic archéologique doit être mise en place préalablement à la réalisation de la pension de famille.

Une convention relative à la réalisation de diagnostic d'archéologie préventive 2024-4 est envisagée avec la communauté d'agglomération de Bourges, Bourges Plus et est jointe au présent dossier.

La mission devrait démarrer en septembre 2024.

Je vous propose de valider le projet de convention relative au diagnostic d'archéologie préventive et d'autoriser sa signature.

VOTE : NOMBRE DE PRESENTS OU REPRESENTES : 6
POUR : 6 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

DELIBERATION

Le Bureau donne son accord pour valider ce projet de convention relative au diagnostic d'archéologie préventive et autorise le Directeur Général à signer ladite convention.

.....
Le Secrétaire de Séance,
François DESCHAMPS

.....
Le Président,
Emmanuel RIOTTE



Extrait certifié conforme
Bourges, le 4 septembre 2024
Le Directeur Général,
Benoît LEMAIGRE



Siège social
72, rue Orfila – 75020 Paris
Tél. : 01 58 70 09 20
Fax : 01 58 70 09 21
siège.secretariat@acsc.asso.fr
www.acsc.asso.fr

La Directrice Générale
Nathalie LE MAIRE

A Paris, le 2 août 2024

Val de Berry - OPH du Cher
A l'attention de Monsieur Maxime PERRIOT
Responsable Pôle Maîtrise Ouvrage

14, rue Jean-Jacques Rousseau
18000 BOURGES

Nos réf : 240035 NLM/CK/VS

Objet : Autorisation diagnostic archéologique - Centre maternel à Saint-Florent-sur-Cher

Monsieur,

Cité Caritas a demandé à Val de Berry la réalisation d'une pension de famille sur le terrain Vernusse à Bourges (parcelle cadastrale ci-jointe).

Cité Caritas est propriétaire de ce terrain.

Un bail à construction sera prochainement signé avec Val de Berry pour cette opération.

Cité Caritas et Val de Berry ont déjà signé une convention de partage de frais en date du 21 février 2022 pour ce dossier en cas d'abandon de l'opération par l'une des parties.

Il est nécessaire à ce stade du projet de réaliser un diagnostic archéologique.

Cité Caritas autorise par la présente Val de Berry à signer une convention avec la Ville de Bourges pour la réalisation de ce diagnostic.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Nathalie Le Maire
Directrice générale

**CONVENTION
RELATIVE À LA RÉALISATION D'UN DIAGNOSTIC
D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE**

N° : 2024-4

« Bourges – rue de la Vernusse »

Entre

La Communauté d'agglomération de Bourges - Bourges Plus, 23-31 boulevard Foch, CS 20321, 18023 BOURGES CEDEX, représentée par sa Présidente, Madame Irène FELIX, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération n°20 du Conseil Communautaire en date du 9 septembre 2020 pour le service d'archéologie préventive, ci-dessous dénommé **l'opérateur** au sens du titre II du livre V du code du patrimoine et de l'article 3 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, d'une part,

et

La Société dénommée VAL DE BERRY – OPH du Cher (Pôle Maîtrise d'Ouvrage, 14 rue Jean-Jacques Rousseau, 18000 BOURGES)

Elle-même représentée par Monsieur Maxime PERRIOT (Chargé d'opération)

Ci-dessous dénommé **l'aménageur** au sens du titre II du livre V du code du patrimoine et de l'article 3 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, d'autre part.

Vu le livre V du code du patrimoine, Titre II Archéologie préventive, Art. L. 523-4 et Art. L. 523-7,

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment le chapitre IV,

Vu l'arrêté du 10 avril 2015 du Ministère de la Culture et de la Communication portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service d'archéologie préventive de Bourges Plus,

Vu l'arrêté du préfet de la Région Centre-Val de Loire prescrivant le diagnostic d'archéologie préventive n° 24/0042 du 24/01/2024, notifié à l'aménageur et aux opérateurs potentiels,

il a été convenu entre les parties ce qui suit.

PRÉAMBULE

Un diagnostic archéologique doit être effectué **rue de la Vernusse** sur la commune de **Bourges** préalablement à la réalisation d'un projet de résidence, porté par **Val de Berry** (aménageur).

Le diagnostic sera réalisé selon les principes définis par l'arrêté de prescription du préfet de la Région Centre-Val de Loire n° **24/0042 du 24/01/2024**.

Le diagnostic concerne les parcelles cadastrées **section B, parcelle 273pp**.

Cette opération d'archéologie préventive portera le numéro de site indiqué par le Service Régional de l'Archéologie au moment de la désignation du responsable de l'opération.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention entre l'aménageur et l'opérateur a pour but de définir les modalités de réalisation de l'opération de diagnostic et de mise à disposition du terrain, ainsi que les droits et obligations respectifs des deux parties.

En tant qu'opérateur, la Communauté d'agglomération Bourges Plus, Direction Générale Adjointe Développement éducatif, culturel et sportif et Transition Numérique – service d'archéologie préventive assure la réalisation du diagnostic dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine, jusqu'à la transmission du rapport de diagnostic au Préfet de la Région Centre-Val de Loire.

L'opérateur est maître d'ouvrage du diagnostic archéologique.

ARTICLE 2 : CONDITIONS ET DÉLAIS DE MISE À DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMÉNAGEUR POUR LA RÉALISATION DU DIAGNOSTIC.

Article 2-1 Accessibilité et situation juridique du terrain

L'aménageur doit rendre le terrain accessible et sans contrainte d'ordre matériel ou juridique pouvant constituer une entrave à la réalisation de l'opération.

L'aménageur doit transmettre à l'opérateur un plan de récolement des réseaux avant le démarrage de l'opération archéologique. Si les récépissés de DICT (effectués par l'opérateur) ou le plan de récolement des réseaux mentionnent la présence dans l'emprise prescrite d'un réseau actif dont le tracé est incertain, l'aménageur s'engage à faire appel à un organisme agréé en matière de détection de réseaux enterrés afin de matérialiser au sol le tracé des réseaux. L'emprise de ces derniers sera considérée comme inaccessible et déclarée comme telle au Service Régional de l'Archéologie et consignée sur le procès-verbal de mise à disposition du terrain.

L'aménageur fait son affaire de l'accès et de la mise à disposition des terrains pour la durée de réalisation du diagnostic.

Il garantit être titulaire du droit de propriété ou être dûment autorisé à disposer des terrains en vue d'une intervention archéologique.

En particulier, toute convention passée entre l'aménageur et un tiers pour l'occupation ou l'exploitation du terrain devra être suspendue ou dénoncée aux frais de ce dernier le cas échéant.

Article 2-2 Localisation, référence cadastrale et surface de l'emprise à diagnostiquer

La localisation du diagnostic et le périmètre sur lequel il porte sont ceux auxquels fait référence l'arrêté de prescription du préfet de région cité ci-dessus (préambule) (plans annexés).

Le terrain concerné sur **Bourges (18)** est situé **rue de la Vernusse**.

L'emprise à diagnostiquer correspond aux parcelles cadastrées **section B, parcelle 273pp**.

La surface totale de l'emprise prescrite représente **3 321 m²**.

Article 2-3 Conditions d'utilisation du terrain par l'opérateur

Pendant toute la durée de réalisation du diagnostic, l'opérateur a la libre disposition du terrain constituant l'emprise totale à diagnostiquer. Il entreprend tous travaux nécessaires à la mise au jour, à l'exploration et à la compréhension du gisement archéologique, conformément aux objectifs portés par l'arrêté de prescription.

L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement, sauf accord différent entre les parties.

Article 2-4 Période et délai de réalisation du diagnostic, mise à disposition et fin de mise à disposition du terrain

D'un commun accord, les parties fixent la date de début d'opération au **23 septembre 2024** au plus tôt. Cette date est subordonnée à la signature de la présente convention, à la désignation du responsable scientifique de l'opération par le préfet de la Région Centre-Val de Loire et à la réception des récépissés de DICT des réseaux sensibles (gaz, électricité) ou du plan de récolement des réseaux. Si les récépissés de DICT (effectués par l'opérateur) ou le plan de récolement des réseaux (transmis par l'aménageur) mentionnent la présence dans l'emprise prescrite d'un réseau actif dont le tracé est incertain, l'aménageur s'engage à faire appel à un organisme agréé en matière de détection de réseaux enterrés afin de matérialiser au sol le tracé des réseaux. L'emprise de ces derniers sera considérée comme inaccessible et déclarée comme telle au Service Régional de l'Archéologie et consignée sur le procès-verbal de mise à disposition du terrain.

La phase d'opération de terrain est prévue pour une durée de **15 jours** ouvrés.

Un *procès-verbal de mise à disposition du terrain* sera établi entre l'aménageur et l'opérateur : ce *procès-verbal* mentionne la date ferme de mise à disposition du terrain par l'aménageur, et celle, au plus tard, de la fin de mise à disposition du terrain. Un *procès-verbal de fin de mise à disposition du terrain* sera établi entre l'aménageur et l'opérateur au terme des travaux de sondages archéologiques.

Les *procès-verbaux de mise à disposition du terrain* et de *fin de mise à disposition du terrain*, sont établis chacun en deux exemplaires, dont un est remis à l'aménageur.

Le délai de réalisation du diagnostic est décompté à partir de la date ferme de début de l'opération de terrain portée au *procès-verbal de mise à disposition du terrain*.

Article 2-5 Remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord entre les parties, le délai de remise du rapport de diagnostic au préfet de la Région Centre-Val de Loire est fixé à **60 jours** ouvrés à compter de la date de la fin d'opération de terrain portée au *procès-verbal de fin de mise à disposition du terrain*.

Article 2-6 Indemnités de retard

Des indemnités de retard sont dues en cas de dépassement des délais fixés :

- soit par l'aménageur, si l'accès au terrain s'avère impossible à la date mentionnée au *procès-verbal de mise à disposition du terrain*,
- soit par l'opérateur quant à la date d'achèvement de l'opération de terrain mentionnée au *procès-verbal de mise à disposition du terrain*, sauf demande expresse du Service Régional de l'Archéologie (préfecture de région) d'un délai supplémentaire d'investigation.

Dans les deux cas, l'indemnité sera de 100 euros par jour calendaire de retard.

ARTICLE 3 : NATURE DE L'OPÉRATION

L'opération de diagnostic comporte :

- une phase de travaux de fouille par sondages portant sur au moins 10% de la surface totale, dont la profondeur est déterminée par les besoins d'identification archéologique définis par l'arrêté de prescription ;
- une phase d'étude et d'élaboration du rapport de diagnostic à soumettre au service prescripteur de l'État dans le délai évoqué ci-dessus (Art. 2-5).

Les objectifs et les méthodes de réalisation de l'opération jusqu'à la remise du rapport de diagnostic sont définis sur la base de la prescription et des recommandations du Service Régional de l'Archéologie (DRAC Centre-Val de Loire).

ARTICLE 4 : RESPONSABLE SCIENTIFIQUE, DURÉE ET MOYENS DE L'OPÉRATION

Article 4-1 Responsable scientifique de l'opération

La responsabilité scientifique de l'opération sera prise en charge par un agent de la Communauté d'Agglomération de Bourges Plus, Direction Générale Adjointe Développement éducatif, culturel et sportif et Transition Numérique – service d'archéologie préventive.

Article 4-2 Durée de l'opération

Préparation du dossier de diagnostic : **1 jour ouvré.**
Opération de terrain (fouille) : **15 jours ouvrés.**
Etude et réalisation du rapport de diagnostic : **30 jours ouvrés.**
Durée totale de l'opération : **46 jours ouvrés.**

Article 4-3 Moyens assurés par l'opérateur

L'opérateur constitue l'équipe archéologique réalisant l'opération jusqu'à la remise du rapport de diagnostic, et met en place les moyens techniques nécessaires en particulier pour procéder aux sondages de diagnostic.

ARTICLE 5 : PRÉPARATION ET RÉALISATION DE L'OPÉRATION (PHASE DE TERRAIN)

Article 5-1 Obligations de l'aménageur

L'aménageur fait son affaire :

- de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains aux fins d'archéologie, de leurs abords et de leur voie d'accès ;
- de piqueter le terrain objet de la prescription préalablement à l'intervention des archéologues si les limites d'emprise ne sont pas explicites en l'état ;
- de transmettre des renseignements utiles à l'opérateur relatifs aux ouvrages privés ou publics situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations...) et à leurs exploitants ;
- de la transmission à l'opérateur du projet d'aménagement sur l'emprise totale du terrain, des éléments de bornage du terrain et des coordonnées topographiques complètes (NGF ; Lambert II étendu) ;
- d'assurer la sécurité du site.

L'aménageur a en charge la réalisation, avant le début de l'opération de diagnostic :

- ~~— d'une plate forme clôturée pour l'installation de la base de vie et du matériel si le site n'est pas clos (la surface de la plate forme est à définir selon l'ampleur de l'opération). La localisation de la base vie doit être compatible avec les branchements à prévoir (eau, assainissement...), sans objet ici,~~
- ~~— d'un chemin d'accès si le site est éloigné de toute voie carrossable, sans objet ici.~~

Article 5-2 Direction de l'opération et obligation de l'opérateur

L'opérateur dirige seul le travail dans le cadre de l'opération archéologique, y compris concernant les moyens techniques qui seraient mis à disposition par l'aménageur pour la réalisation du diagnostic.

Il fait son affaire de toute démarche liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement des travaux (D.I.C.T.) et, le cas échéant, les demandes particulières auprès des exploitants de réseaux.

Article 5-3 Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération

Conformément à l'arrêté n°24/0042 du 24/01/2024 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive (article 4), l'opérateur doit faire procéder au rebouchage sommaire des tranchées sans compactage.

En cas de présence de vestiges archéologiques, l'opérateur prend à sa charge leurs mises en protection. Il en va de même pour les sondages profonds qui peuvent représenter un danger.

En dehors des cas susmentionnés, il convient de préciser le choix retenu par l'aménageur pour la remise en état du terrain :

1. ~~L'aménageur prend en charge le rebouchage du terrain à ses seuls frais, tel que stipulé dans l'arrêté de prescription, après signature du procès-verbal de fin de mise à disposition du terrain.~~
2. L'aménageur confie à l'opérateur, la prise en charge de l'exécution du rebouchage sommaire des tranchées sans compactage. La reconstitution des sols ne pourra donc à aucun moment être un motif de poursuite si toutefois une instabilité venait à être constatée.
Le coût inhérent au rebouchage sera répercuté à l'aménageur sur la base du bordereau de prix du marché de location d'engins de chantier avec conducteurs en cours. Le devis établi par le prestataire constitue une pièce annexée à la présente convention.

Dans les deux cas, l'opérateur établira un *procès-verbal de constat de remise en état du terrain*, signé par les deux parties afin de constater le rebouchage du terrain au terme de l'intervention de rebouchage des tranchées.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES DES LORS QUE L'AMENAGEUR CONFIE LE REBOUCHAGE DES TRANCHEES A L'OPERATEUR

Article 6-1 Coût de l'opération à la charge de l'aménageur

La réalisation d'une opération de diagnostic constitue une mission de service public confiée aux services archéologiques qui dépendent d'une collectivité territoriale (art. L. 523-4 du code du patrimoine) ou à défaut à un Etablissement public national (art. L. 523-4 du code du patrimoine). Le coût inhérent à cette mission est recouvert par l'attribution d'une subvention annuelle allouée par l'État aux opérateurs publics.

En revanche, la remise en état du terrain ne rentre pas dans le cadre de la mission confiée par l'État aux opérateurs publics. En conséquence, le coût du rebouchage sommaire des tranchées n'est pas endossé par l'opérateur.

Ainsi, L'aménageur s'engage à verser à l'opérateur la somme de 2501,57 euros TTC, figurant sur le devis annexé à la présente convention.

Article 6-2 Modalités de paiement

Le paiement de 2501,57 euros TTC sera effectué au terme de l'intervention de terrain, dès la signature du *procès-verbal de constat de remise en état du terrain*

L'aménageur se libérera de la somme due en procédant à son versement sur le compte suivant :

- code banque : 30001
- code guichet : 00226
- n° de compte : C 1800000000
- clé RIB : 70
- titulaire : Bourges Plus
- domiciliation : Trésorerie municipale, rue Jean-Jacques Rousseau

ARTICLE 7 : LITIGE

En cas de difficultés portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler à l'amiable les éventuels différends.

En cas de désaccord sur les délais prévus à l'article R 523-31 du Code du Patrimoine entre l'aménageur et l'opérateur, ceux-ci sont fixés par le Préfet de région, saisi par la partie la plus diligente. Le préfet se prononce dans les 15 jours de sa saisine après avoir, s'il le juge utile, consulté la commission interrégionale de la recherche archéologique.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- Plan de l'emprise à diagnostiquer sur fond cadastral.
- Plan au 25000^e avec localisation de l'emprise à diagnostiquer.

- Devis relatif à la remise en état du terrain

Fait en trois exemplaires originaux.

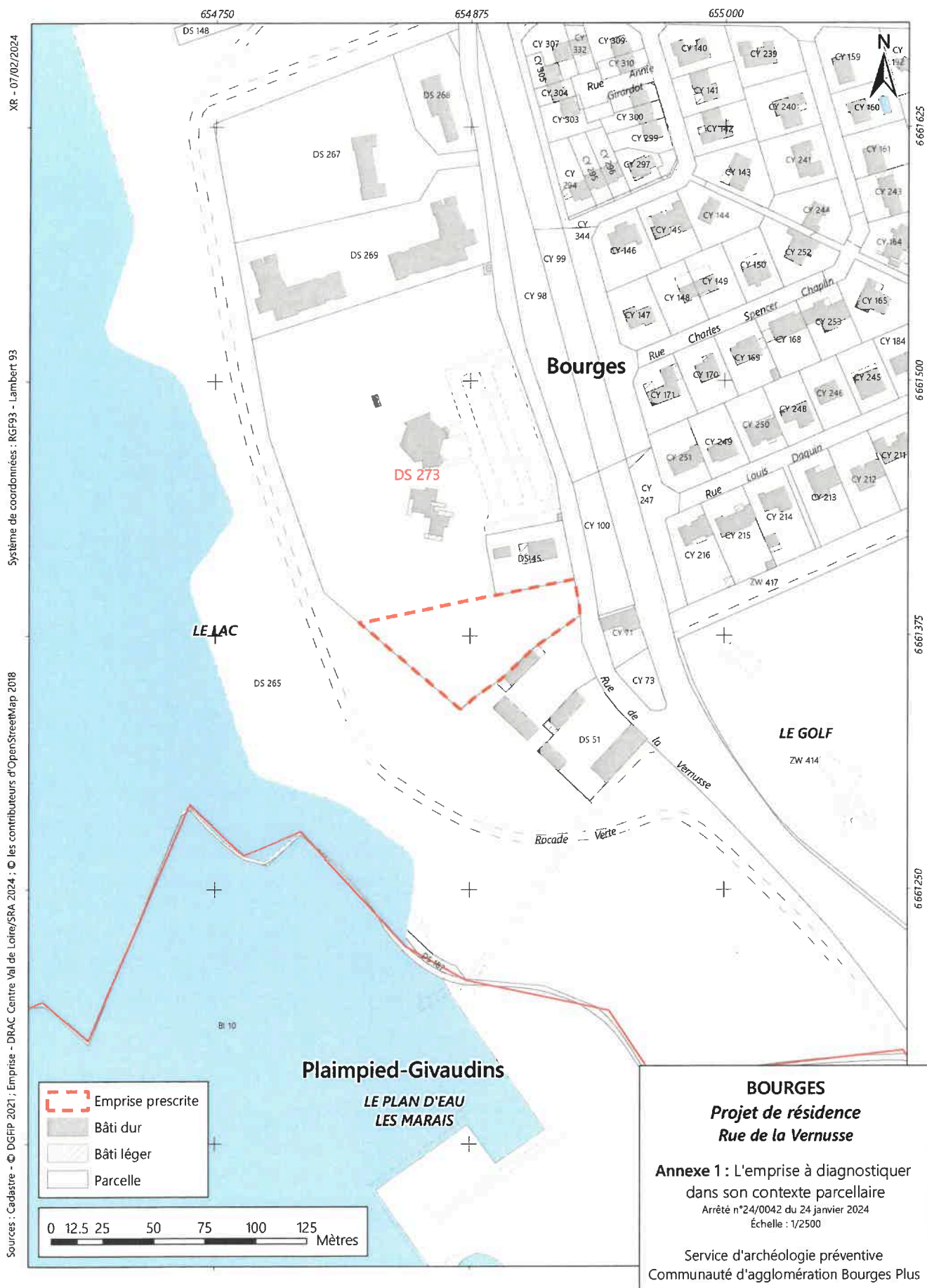
À Bourges, le

Pour la Communauté d'Agglomération de Bourges

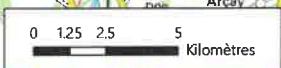
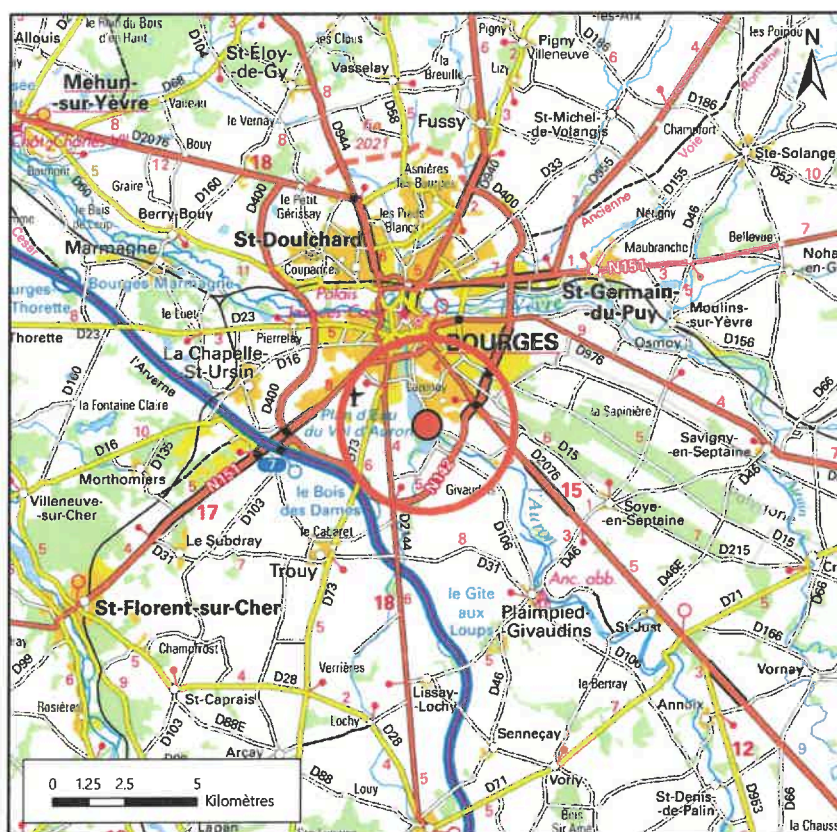
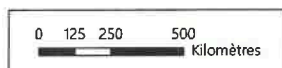
La Présidente,

Pour la Société VAL DE BERRY – OPH du Cher

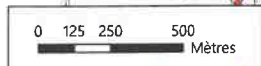
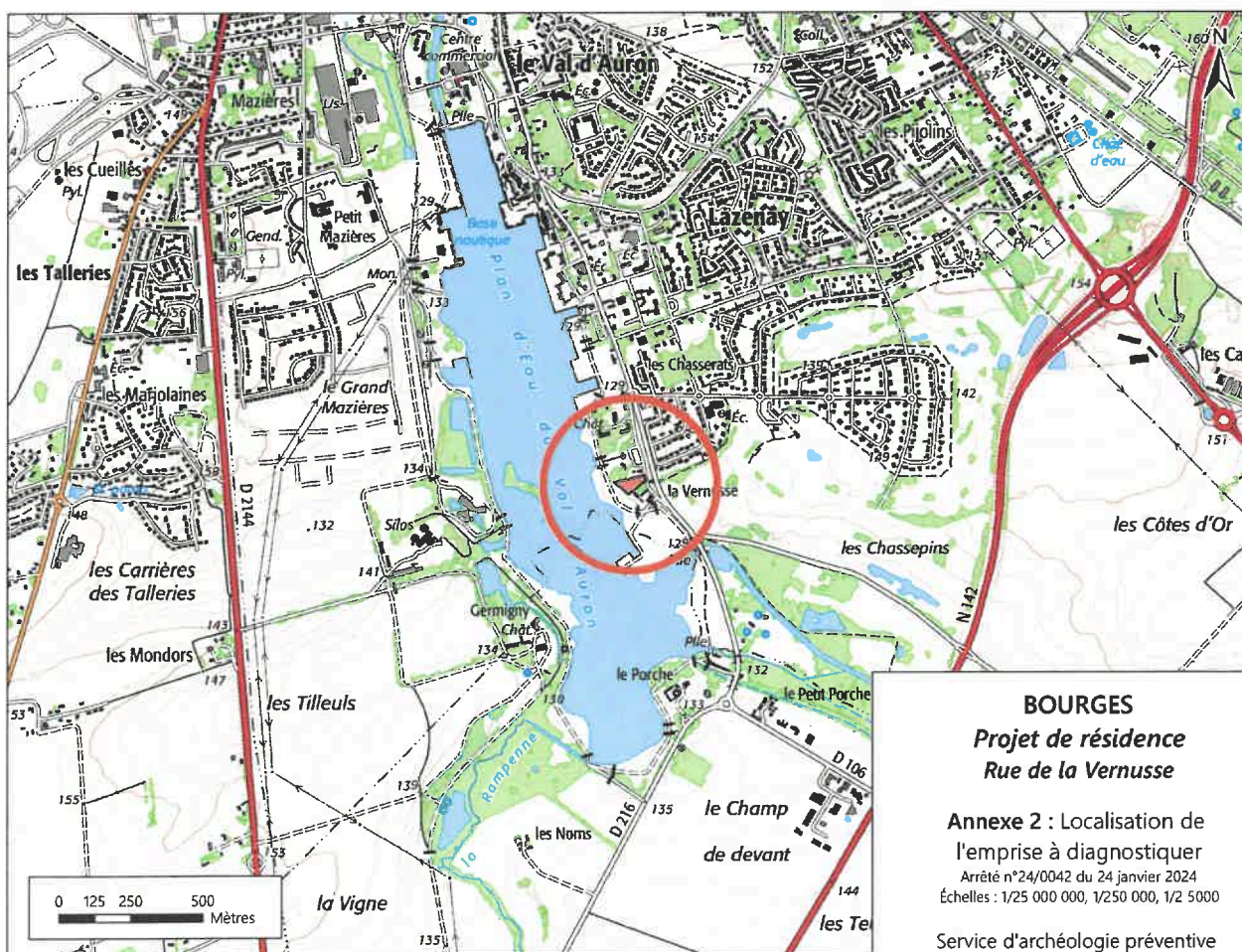
Irène FELIX



XR - 07/02/2024



Sources : © les contributeurs d'OpenStreetMap 2020 ; Scan Régional © - © IGN 2020 / Scan25 © - © IGN 2016 ; Cadastre - © DGFiP 2021 ; DRAC Centre / SRA 2024



BOURGES Projet de résidence Rue de la Vernusse

Annexe 2 : Localisation de
l'emprise à diagnostiquer
Arrêté n°24/0042 du 24 janvier 2024
Échelles : 1/25 000 000, 1/250 000, 1/2 5000

Service d'archéologie préventive
Communauté d'agglomération Bourges Plus



DEVIS

Date : 05/07/2024

Devis n°: DEVARCH24005

Client : Val de Berry
14 rue Jean-jacques Rousseau
1800 Bourges

Affaire suivie par :
Mme Laurence Augier
responsable du service
02.48 65 94 72
laurence.augier@agglo-bourgesplus.fr

Objet : Rebouchage des tranchées après réalisation du diagnostic d'archéologie préventive
Lieu : La Vernusse, 18000 BOURGES

Désignation	Prix HT/ jour	Quantité (en j)	Total HT
Pelle 25 tonnes avec chauffeur	811,62 €	2	1 623,24 €
Transport aller/retour	461,40 €	1	461,40 €
Devis valable 90 jours			
			Total HT 2 084,64 €
			TVA (20%) 416,93 €
			Total TTC 2 501,57 €

Signatures :

La responsable du service
d'archéologie préventive

Client (nom et fonction)
précédé de la mention "Bon pour accord"
le :

MME Laurence AUGIER

signature